

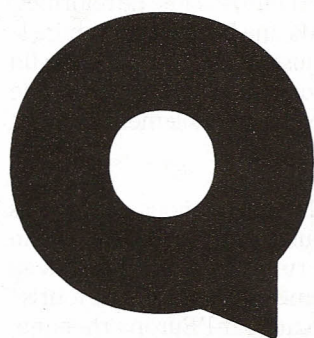


PHILIPPE VILLIN

"M^{ME} MERKEL, SORTEZ DE L'EURO !"

Entre constat sur le délabrement de la France et scénario de politique-fiction sur l'euro, le banquier Philippe Villin, qui conseille aussi bien les chefs d'Etat et les hommes politiques que les grands chefs d'entreprise, ouvre devant nous de nouvelles perspectives d'avenir.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS



Que vous inspire la politique économique de François Hollande depuis 2012 ?

Philippe Villin - C'est un parfait ratage, et j'ai trouvé l'attitude du patronat lors de son université d'été stupide : après avoir été arrosé d'eau glacée depuis 2012, il a suffi d'un filet d'eau tiède, façon douche écossaise, pour qu'il fasse une

standing ovation au Premier ministre, ce qui était pour le moins prématuré, non vis-à-vis de l'homme, mais vis-à-vis de la politique économique. Car concrètement, il n'y a

encore eu aucune réforme de structures. En guise de réduction des déficits, les Français n'ont eu droit qu'à un violent réglage conjoncturel par le biais d'une folle augmentation des impôts. François Fillon avait commencé avec le budget 2012. Mais avec François Hollande, c'est le désastre : l'activité économique est cassée, les classes moyennes écrasées d'impôts, et ceux qui ont de l'argent, même seulement un peu, prennent la tangente pour échapper à la spoliation, sans oublier l'inquiétant développement de l'économie souterraine.

L'urgence, c'est de s'attaquer à la fonction publique qui ruine ce pays. Il ne faut plus recruter de fonctionnaires, encore moins au statut. S'en prendre comme on le fait aux professions réglementées pour faire oublier le problème des fonctionnaires est scandaleux. ➔

→ Et désigner ces professions à la vindicte populaire au motif qu'elles seraient responsables de nos maux, c'est se moquer du monde. François Hollande agit-il ainsi parce qu'il n'a plus de socle électoral ? Il ménage sa dernière base, concentrée dans la petite et la haute fonction publique, laquelle sera d'ailleurs emportée dans sa chute avec pour possibles et souhaitables conséquences la suppression de l'Ecole nationale d'administration ainsi que de l'Ecole nationale de la magistrature...

Vaste programme ! Ne peut-on pas malgré tout espérer une embellie avec l'installation du gouvernement Valls II ?

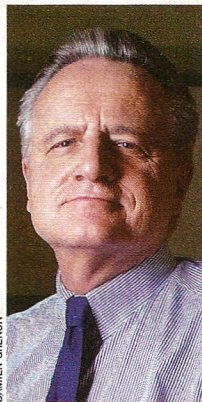
Manuel Valls est un homme moderne, intelligent et déterminé, qui aborde les sujets avec méthode et un vrai courage, mais avec l'euro, sa marge de manœuvre est à peu près nulle. Et d'autant plus mince que le « social-libéralisme » relève plus de l'incantation que du réel, quand on voit ce qu'est la mince majorité dont il dépend. Dans ce contexte, Pierre Gattaz n'aurait pas dû accepter le pacte de responsabilité, dont l'action thérapeutique vaut à peu près celle de l'aspirine par rapport aux antibiotiques, sans avoir exigé le retrait préalable des mesures scélérates – notamment fiscales – contre les entreprises et les ménages, qui ont dévasté notre économie. Et il n'aurait pas dû laisser créer de nouvelles dispositions sur la pénibilité ou accepter le principe de hausses d'impôts, comme celle envisagée sur les taxes de séjour hôtelières.

Quid de l'arrivée d'Emmanuel Macron au ministère de l'Economie ?

C'est une bonne nouvelle, comme l'était déjà sa présence à l'Elysée depuis 2012. Il est jeune et brillant mais le challenge, sera, pour lui, comme dans ses anciennes fonctions, de réussir à imprimer sa marque sans être une simple caution libérale chez les socialistes. Même un excellent Macron peut ne pas faire le printemps de l'économie !

Comment analysez-vous le dogme des 3 % de déficit exigé par l'Europe ?

Mario Draghi a beau faire mine d'être indépendant par rapport à Mme Merkel, la Banque centrale européenne reste au service des seuls intérêts rhénans. A sa décharge, le traité de Maastricht, imposé par Kohl à Mitterrand, prévoyait que l'objectif unique de la BCE serait la lutte contre l'inflation, au lieu de privilégier la croissance et le plein-emploi. Il faut obliger l'Allemagne à accepter une réforme du traité dans ce sens ou à quitter l'euro. Pour ce qui est des déficits, il y en a de bons et de mauvais. Le nôtre est pour l'essentiel mauvais, car il est lié à une insuffisante maîtrise de la dépense publique, largement due à notre pléthore de fonctionnaires. Ainsi, Manuel Valls a raison de réduire les transferts vers les collectivités locales, mais tant qu'il ne pourra pas les obliger à réduire leur personnel, cet effort sera contre-productif : en effet, celles-ci se contentent de couper l'entretien et l'investissement, et c'est donc finalement l'emploi privé – comme le constate tragiquement le secteur du BTP – qui, après la loi Duflot, en fait violemment les frais. Toute



Philippe Villin (ENA, Inspection des finances) est banquier d'affaires. Ancien vice-président directeur général du « Figaro », et président de « France Soir », il dirige aujourd'hui PH. Villin Conseil, qu'il a fondé.

Il n'y a pas de

remise en route du pays passera d'abord par une dévaluation et une diminution massives des effectifs du secteur public.

En vidant la fonction publique, vous gonflerez les chiffres du chômage...

Non, car l'économie repartira. Parce que l'on se sera débarrassé de l'euro ! Et que la baisse du déficit budgétaire ne sera pas la priorité, mais les réformes structurelles, qui ne peuvent intervenir sans croissance. Donc il faudra d'abord baisser les impôts et les charges sociales. Car seul l'emploi privé peut relayer la diminution de l'emploi public. Un exemple, celui de La Poste : on ment aux Français ! Au moins deux-tiers de ses employés devront l'avoir quittée avant 2025. Car il n'y aura pratiquement plus de courrier, alors que le colis qui est déjà largement assuré par le secteur privé le sera de plus en plus. Or, comment

faire cette révolution indispensable s'il n'y a pas de travail à l'extérieur pour les anciens postiers ?

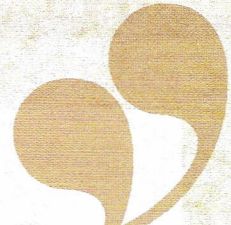
On ne peut accepter que la misère gagne notre pays : il n'y a plus de travail. Même s'il est également exact que bien des chômeurs abusent, de même que de nombreux bénéficiaires du RMI et du RSA et que ces systèmes devront être remis à plat. L'absence de travail sévit partout et dramatiquement à la campagne et dans les petites villes de province, où les classes populaires ont été sacrifiées (comme le démontre Christophe Guilluy dans *La France périphérique*). Ces Français, abandonnés, vont vers le Front national. Que fait-on aujourd'hui lorsqu'on a 20 ans à Bourges ? On est au chômage et on ne peut que se préparer à partir pour Paris, ou pire, pour Munich. Si nos jeunes partent, qui demain paiera les loyers sur lesquels les retraités comptaient pour vivre ? Qui paiera les retraites ? Voilà l'avenir réservé aux jeunes Français, à cause de l'euro et faute de réformes. Si nous ne faisons rien, c'est Marine Le Pen qui prendra le pouvoir. Or, même si elle voit juste en me copiant sur la fin de l'euro, sa politique économique d'extrême gauche aboutirait à une catastrophe et à notre isolement moral et économique.

Comment opéreriez-vous vous-même ?

Le sujet central, c'est l'euro rhénan, car nous ne pouvons pas vivre avec. Il pose un double problème : son niveau structurellement trop élevé ruine nos exportations au grand large et abîme profondément notre industrie touristique. Or, ce niveau est souhaité par l'Europe rhénane,

Avec l'euro, la marge de manœuvre

réformes possibles sans croissance



dont les produits plus sophistiqués que les nôtres supportent ce taux de change dément (adulé par leur population vieillissante) mais moins élevé que ne serait celui de leurs propres monnaies, sans l'euro. Mais il y a au moins aussi grave que le niveau de l'euro, c'est que la monnaie unique nous interdit d'être compétitifs par rapport à l'Europe rhénane. Car, structurellement, nous avons une moindre productivité et une spécialisation industrielle différente. A quoi s'ajoute le fait que faute de dévaluation, nous ne pouvons plus corriger nos bêtises comme autrefois. C'est pourquoi, comme nous l'avions prévu à quelques-uns voici plus de vingt ans, l'euro joue le rôle d'un aspirateur de nos richesses au profit de nos voisins de l'Est. Un exemple entre tous, notre industrie automobile : avant le franc fort et l'euro, nos petites voitures tenaient le haut du pavé outre-Rhin et les petites voitures allemandes n'entraient guère chez nous, car elles étaient trop chères. Avec le franc fort puis l'euro, les Français ont pu acheter allemand, tuant ainsi inconsciemment leur industrie automobile. Nous ne vendons plus guère en Allemagne et nous ne produirons bientôt plus rien en France ! C'est pourquoi la seule baisse de l'euro que réclament ses chantres ne résoudrait que partiellement nos problèmes. La seule façon de s'en sortir sera de faire sauter l'euro. Je n'ai pas cessé de suggérer à Manuel Valls et à Matteo Renzi *, qui par leur jeunesse n'ont pas porté la responsabilité historique de l'euro, de placer Mme Merkel devant ses responsabilités :

- En exigeant d'abord que le traité de Maastricht soit réformé, avec pour seul objectif assigné à la BCE la croissance ;
- En exigeant ensuite de l'Allemagne de financer des eurobonds ;
- En exigeant en plus que la zone rhénane s'engage à des transferts massifs et récurrents (10 % de ses PIB ?) au profit de l'Europe du Sud ;
- En exigeant en outre que l'Allemagne relance massivement son économie ;
- En proposant enfin à Mme Merkel de s'engager vers l'union politique.

Je ne fais bien sûr cette suggestion que pour placer l'Allemagne devant ses responsabilités, la pousser à bout et faire exploser le système, car dans une union politique, même parfaite, notre ruine continuerait, car notre économie resterait structurellement avalée par l'Europe rhénane à cause de la monnaie unique.

Et alors ?

Il est clair qu'à l'ensemble de ces suggestions, Mme Merkel répondra par un seul mot : « Nein. » Le cynisme et la déloyauté de nos voisins apparaîtront alors au grand jour... Ils ne soutiennent aucunement un projet européen, mais veulent seulement poursuivre le pillage de nos économies.

C'est sur le parvis même de la Chancellerie que MM. Valls et Renzi pourront marquer leur détermination et déclarer *urbi et orbi* qu'ils n'en resteront pas là ! L'euro plongera aussitôt à cette perspective, les taux d'intérêt monteront chez nous et la situation deviendra si intenable que les pays du Sud seront en droit d'exiger des pays de la zone rhénane qu'ils sortent de l'euro ! On aurait alors un euro du Sud d'une valeur d'environ un dollar, parfait pour l'Italie et la France. Notre dette serait ipso facto dévaluée, donc réduite, et nous retrouverions une véritable capacité d'exportation et de croissance. Au bout de quelques années, du fait de la disparité subsistant entre les pays, l'euro aurait doucement et complètement disparu. L'Europe, dans un périmètre réduit, deviendrait alors une grande zone de libre-échange garantissant la totale circulation des marchandises et celles des personnes, à certaines conditions.

Pour autant, faire exploser l'euro ne semble pas à l'ordre du jour pour qui que ce soit, à commencer par la France.

C'est parce que nos élites ont fait l'euro et craignent d'être emportées par sa disparition. Je pense à l'inverse, si nous ne nous en débarrassons pas, que la révolte les emportera. Je n'y échapperai pas moi-même malgré mon combat, même si j'envisage parfois, pour tenter de me protéger, de me faire tatouer sur la poitrine : « J'ai toujours combattu l'euro ruine. »

Le retour de Nicolas Sarkozy peut-il changer quoi que ce soit ?

Personnellement, je le soutiens. Il est le seul à droite à avoir l'expérience et la carrure pour affronter la tempête. Mais je lui répète sans cesse qu'avec l'euro qui interdit la croissance, les réformes seront impossibles et l'échec certain. Il devra aussi faire la révolution fiscale en nous dotant d'une fiscalité comparable à celle de nos voisins... et tant d'autres choses, et vite. A droite, je sens aussi l'excellent Xavier Bertrand de plus en plus sensible à ma petite musique. Mais je ne me fatigue ni à tenter de faire évoluer Alain Juppé, dont les logiciens sur l'économie et l'Europe sont bloqués aux années 40, celles de sa naissance, ni mon ami François Fillon, qui baigne dans l'eurobéatitude.

A gauche, si Manuel Valls se révélait déterminé à dynamiter l'euro, je le soutiendrais immédiatement, car ce sujet ne peut attendre l'alternance. Je suis sûr qu'il a déjà compris que l'Allemagne nous a piégés. Je doute, en revanche, que François Hollande suive son Premier ministre en cas de forte initiative vis-à-vis de l'Allemagne et de l'euro. Une occasion rêvée pour Manuel Valls de s'en aller en s'inscrivant dans l'Histoire et en préservant toutes ses chances pour la présidentielle...

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

* Voir *Le Figaro* du 11 avril 2014 : *Lettre au président du Conseil italien pour en finir avec l'euro.*

de Manuel Valls est à peu près nulle